

N° DP 23/1099

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°136RL20-20435 - ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE ET POSE DE MOBILIER URBAIN DÉDIÉ AU TRANSPORT ET À LA MOBILITÉ ACTIVE SUR LE TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-6 du Code la Commande Publique qui dispose que le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, dans l'un des cas suivants :

1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1

2° Dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord-cadre n° 136RL20-20435 relatif à la fourniture et à la pose de mobilier urbain dédié au transport et à la mobilité active sur le territoire de la Métropole notifié le 22/10/2020 à la société PISONI SAS,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT que dans une volonté de simplifier et d'améliorer le fonctionnement des structures du groupe JCDECAUX, ainsi que de faciliter les relations avec les collectivités locales, la société PUBLICITÉS EXPANSION (détenue à 100% par la société JCDECAUX France) ainsi que sa filiale PISONI PUBLICITÉ a été absorbée par la société JCDECAUX France, et ce, depuis le 1^{er} Juillet 2023,

CONSIDERANT que résulte de ce processus une fusion-absorption,

CONSIDERANT qu'un avenant de transfert ne modifie en aucun cas les termes relatifs au contrat du marché en cours d'exécution, sauf aux endroits mentionnant le titulaire du marché,

CONSIDERANT que de ce fait, le nouveau titulaire, ici JCDECAUX, se substitue à l'intégralité des droits et obligations de la société PISONI PUBLICITÉ,

CONSIDERANT que cette cession de société n'a aucun impact technique ou financier sur le présent marché,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 à l'accord-cadre 136RL20, de transfert, avec JCDECAUX FRANCE ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

ARTICLE 2

DE DIRE que l'avenant prend effet à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3

DE DIRE que cet avenant est sans incidence financière sur le budget annexe Transports.

La présente Décision sera

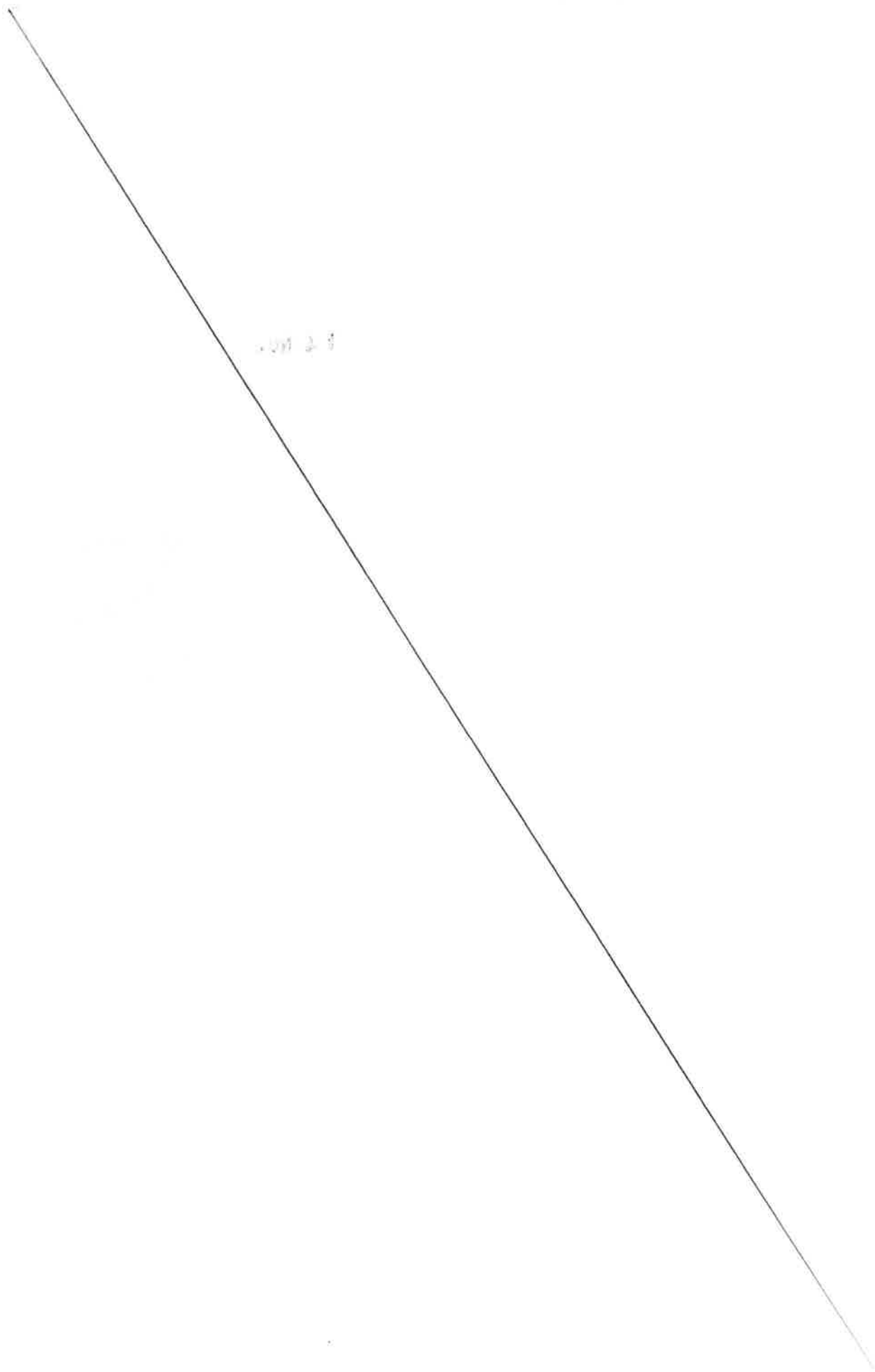
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





100 2 1

MARCHÉ N°136RL20

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE ET POSE DE MOBILIER URBAIN DÉDIÉ AU TRANSPORT ET À LA MOBILITÉ ACTIVE SUR LE TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE

AVENANT N°1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD-CADRE

Etablissement Public : Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée
par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;

Direction : Direction des Transports et de la Mobilité

Titulaire initial du marché : PISONI SAS

Nouveau Titulaire : JCDECAUX FRANCE, société par actions simplifiée au
capital de 8.241.669,67 euros, dont le siège social est situé à Neuilly-sur-Seine (92200), 17 rue Soyer,
identifiée sous le numéro 622 044 501 RCS Nanterre, Représentée par son Directeur Général,

Date de notification : 22/10/2020

Durée du marché : Un an reconductible 3 fois

Montant du marché : 150 000 € HT minimum et sans montant maximum

Imputation budgétaire : Budget Annexe Transports

Nature de l'acte modifiant le marché : Avenant de transfert suite à une fusion-absorption

Annexes : Attestation d'assurance Responsabilité Civile / Attestation URSSAF / Attestation de
régularité fiscale / BODACC / Communication extérieure
JCDECAUX / PV des décisions de l'Associé Unique/K BIS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Jean-Michel GEFFROY, Directeur Général, représentant la société JCDECAUX France, par actions simplifiée au capital de 8.241.669,67 euros, dont le siège social est situé à Neuilly-sur-Seine (92200), 17 rue Soyer, identifiée sous le numéro 622 044 501 RCS Nanterre, Représentée par son Directeur Général,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Objet

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié, le 22 octobre 2020, à la société PISONI PUBLICITÉ, l'exécution du lot n°2 « Fourniture et pose de poteaux d'arrêt de bus, potelets et bancs » de son marché n°136RL20.

Cependant, et dans l'optique de la simplification et de l'amélioration du fonctionnement des structures du groupe JCDECAUX, mais aussi dans une volonté certaine de favoriser et fluidifier les interactions avec les collectivités, la société PUBLICITÉS EXPANSION (détenue à 100% par la société JCDECAUX France) ainsi que sa filiale PISONI PUBLICITÉ et ses sous-filiales EVIDENCE MÉDIA OOH, TENDANCE PIXXL et MIDI ESPACE, ont été absorbées par la société JCDECAUX France, et ce, depuis le 1^{er} Juillet 2023.

Ce processus ayant débouché sur une fusion-absorption, nécessite de recourir à un avenant de transfert, qui permettra d'acter, dans le cadre de l'exécution du présent marché, le changement de nom de l'entreprise.

Article 2 : Subrogation du titulaire initial du marché

Il est à rappeler que la signature d'un avenant de transfert n'annihile point les enjeux existants et inhérents au présent contrat, qui de facto demeurent intacts, en ce qu'en rien les termes substantiels du marché ne sont modifiés, si ce ne sont toutes les clauses contractuelles relatives au « titulaire du marché », qui elles, le seront en circonstance ; que seront également supportées par le nouveau titulaire du marché l'intégralité des obligations contractuelles relatives au marché en cours.



Article 3 : Incidence financière

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière.

Article 4 : Autres clauses du marché

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

C - SIGNATURES

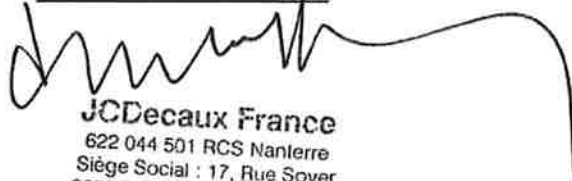
Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Le Directeur Général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour le titulaire du marché, le 18 octobre 2023

Jean-Michel GEFFROY



JCDecaux France
622 044 501 RCS Nanterre
Siège Social : 17, Rue Soyier
92523 Neuilly Cedex - France
Tél. : +33 (0)1.30.79.79.79



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

Numéro de délivrance : 14588610

La société désignée ci-dessous :

DENOMINATION DE LA SOCIETE :
SA JCDECAUX SE

ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT :
17 RUE SOYER
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

N° SIREN : 307570747

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes :

- Dépôt des déclarations de résultats, de TVA, et du PAS⁽¹⁾
- Paiement de la TVA⁽²⁾
- Paiement de l'impôt sur les sociétés⁽²⁾
- Paiement du PAS⁽²⁾

Date de délivrance : le 05/07/2023

Service gestionnaire :
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES
EQUIPE IFU 6
8 RUE COURTOIS
93505 PANTIN CEDEX
ACCUEIL TELEPHONIQUE OU SUR RENDEZ-VOUS TLJ DE 9H A 18H
Tél. : 0149911430
IFU6-DGE@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

⁽¹⁾ Prélèvement à la source.

⁽²⁾ Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

Numéro de délivrance : 14588658

La société désignée ci-dessous :

DENOMINATION DE LA SOCIETE :
SAS JCDECAUX FRANCE

ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT :
17 RUE SOYER
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

N° SIREN : 622044501

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes :

- Dépôt des déclarations de résultats, de TVA, et du PAS⁽¹⁾
- Paiement de la TVA⁽²⁾
- Paiement de l'impôt sur les sociétés⁽²⁾
- Paiement du PAS⁽²⁾

Date de délivrance : le 05/07/2023

Service gestionnaire :
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES
EQUIPE IFU 6
8 RUE COURTOIS
93505 PANTIN CEDEX
ACCUEIL TELEPHONIQUE OU SUR RENDEZ-VOUS TLJ DE 9H A 18H
Tél. : 0149911430
IFU6-DGE@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

⁽¹⁾ Prélèvement à la source.

⁽²⁾ Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge.

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légal et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 71

06 – ALPES-MARITIMES

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CANNES

Ventes et cessions

334 111 598 RCS Cannes.

PISONI PUBLICITE.

Forme : Société par actions simplifiée.

Capital : 160000.00 EUR.

Adresse : 2, Chemin de Sartoux, 06370 Mouans-Sartoux.

Oppositions : Art. L.236-14 du code de commerce.

Commentaires : AVIS DE PROJET DE FUSION JCDECAUX FRANCE Société par actions simplifiée Au capital de : 8 241 669,67 EUR Siège social 17 Rue Soyer 92200 Neuilly-sur-Seine N° RCS 622 044 501 RCS Nanterre, est société absorbante PISONI PUBLICITE Société par actions simplifiée Au capital de : 160 000,00 EUR Siège social 2 Chemin de Sartoux 06370 Mouans-Sartoux N° RCS 334 111 598 RCS Cannes, est société absorbée Actif : 9 464 400,00 EUR Passif : 5 764 300,00 EUR Actif net apporté : 3 700 100,00 EUR Rapport d'échange des droits sociaux : JCDECAUX France devant détenir 100% du capital de PISONI PUBLICITE à la suite de l'absorption préalable de PUBLI-CITES EXPANSION, il ne sera procédé à aucune augmentation de son capital Montant prévu de la prime de fusion : non renseigné Date du projet : 12/05/2023 Date et lieu de dépôt : lieu de dépôt : Greffe du tribunal de commerce de Nanterre au nom de la société JCDECAUX FRANCE 12 mai 2023 lieu de dépôt : Greffe du tribunal de commerce de Cannes au nom de la société PISONI PUBLICITE 15 mai 2023.

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 12 juillet 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	622 044 501 R.C.S. Nanterre
<i>Date d'immatriculation</i>	19/09/1962
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	JCDECAUX FRANCE
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	8 241 669,67 Euros
<i>Adresse du siège</i>	17 Rue Soyer 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Activités principales</i>	Toutes opérations de publicité fabrication de panneaux publicitaires et commerce d'emplacements de publicité ; En France et à l'étranger, notamment conception et fabrication de mobiliers urbains. La gestion, l'exploitation et l'obtention de la publicité sur les kiosques lumineux. La prise en gérance, la maintenance, l'achat de tous kiosques lumineux ou non en tous lieux
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 10/10/2099
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	DECAUX Jean-Charles
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 08/07/1969 à Neuilly-sur-Seine (92)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	1T Boulevard De la Saussaye 92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	KPMG S.A
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	Tour Egho 2 Avenue Gambetta 92066 Paris La Défense Cedex
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	775 726 417 RCS Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	ERNST & YOUNG et Autres
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée à capital variable
<i>Adresse</i>	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 9557 du 10/02/2020	Apport partiel d'actif soumis au régime des fusions scissions à compter du 26/11/2019. Société(s) ayant participé(s) à l'opération : JCDECAUX FRANCE HOLDING, Société par actions simplifiée à associé unique, 17 Rue Soyer 92200 Neuilly-sur-Seine (RCS Nanterre 518 930 490)
- Mention n° 25588 du 28/05/2020	Opération de fusion à compter du 01/05/2020. Société(s) ayant participé(s) à l'opération : MEDIKIOSK, SAS, 36-42 Boulevard Louise Michel 92230 Gennevilliers (RCS NANTERRE 572181394)
- Mention n° 55256 du 03/06/2021	Opération de fusion à compter du 30/04/2021 Société(s) ayant participé à l'opération : ABRI SERVICES NOUVELLE AQUITAINE, Société par actions simplifiée à associé unique, 21 Rue Paul Emile Victor 17640 Vaux-sur-Mer (RCS Saintes 499 483 576); ABRI SERVICES BRETAGNE, Société par actions simplifiée à associé unique, 1 Rue Hélène Boucher 35235 Thorigné-Fouillard (RCS Rennes 520 320 664);

Greffé du Tribunal de Commerce de Nanterre

4 Rue Pablo Neruda
92020 Nanterre Cedex

N° de gestion 1980B06870

ABRI SERVICES PAYS DE LOIRE, Société par actions simplifiée à associé unique, 9 avenue de l'Europe Zac Montagne Plus 44620 La Montagne (RCS Nantes 477 715 676);

ABRI SERVICES DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée à associé unique, 9 avenue de l'Europe Zac Montagne Plus 44620 La Montagne (RCS Nantes 529 166 845);

AS MEDIA, Société par actions simplifiée à associé unique, 9 avenue de l'Europe - Zac Montagne Plus - 44620 La Montagne (RCS Nantes 802 700 906)

Avec un effet fiscal et comptable des fusions au 01/01/2021

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	17 Rue Soyer 92200 Neuilly-sur-Seine
Activité(s) exercée(s)	Toutes opérations de publicité fabrication de panneaux publicitaires et commerce d'emplacements de publicité ; En France et à l'étranger, notamment conception et fabrication de mobiliers urbains. La gestion, l'exploitation et l'obtention de la publicité sur les kiosques lumineux. La prise en gérance, la maintenance, l'achat de tous kiosques lumineux ou non en tous lieux
Date de commencement d'activité	19/09/1962
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	Département Idf Nord 19 Quai du Moulin de Cage 92230 Gennevilliers
Activité(s) exercée(s)	Toutes opérations de publicité, fabrication de panneaux publicitaires et commerce d'emplacements de publicité en France et à l'étranger notamment conception et fabrication de mobiliers urbains
Date de commencement d'activité	31/12/2011
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	Département Idf Paris 19 Quai Du Moulin de Cage - 92230 Gennevilliers
Activité(s) exercée(s)	Toutes opérations de publicité fabrication de panneaux publicitaires et commerce d'emplacements de publicité en France et à l' Etranger, notamment conception et fabrication de mobiliers urabains.
Date de commencement d'activité	31/12/2011
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Antibes
R.C.S. Marseille
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Tours
R.C.S. Nantes
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Clermont-Ferrand

R.C.S. Strasbourg

R.C.S. Lyon

R.C.S. Rouen

R.C.S. Versailles

R.C.S. Bobigny

R.C.S. Créteil

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 08/11/1985 Mise en harmonie des statuts avec la loi du 30 décembre 1981 (Assemblée du 26 septembre 1985) -
- Mention du 23/09/1997 Reprise d'une fraction de clientèle mise en location-gérance à la société sagacité (Rcs Nanterre b342400660) - à compter du : 09-09-1993
- Mention du 28/01/1998 Fusion absorption de la société sagacité agencé de communication institutionnelle sa (Rcs Nanterre b 342400660) et société de développement du mobilier urbain sa (Rcs Nanterre b 318530805) à compter du 31/12/1997
- Mention du 16/01/2001 Fusion absorption des sociétés "S.e.g. société d'entreprise générale" (340 285 212 Rcs Nanterre) et "S.f.c.m. société fermière des colonnes Morris" (572 073 617 Rcs Nanterre) à compter du 30 octobre 2000 -
- Mention du 16/01/2012 Fusion absorption des sociétés : - AVENIR SAS 552 080 897 RCS NANTERRE - JCDECAUX AIRPORT FRANCE 732 014 857 RCS NANTERRE - JCDECAUX ARTVERTISING SAS 775 722 036 RCS NANTERRE -DECAUX PUBLICITE EXTERIEURE 409 249 851 RCS NANTERRE - CENTRE DE FORMATION JCDECAUX COMMUNICATION EXTERIEURE SARL 428 761 720 RCS NANTERRE - SOCIETE D'EXPLOITATION DU MOBILIER A USAGE PUBLIC S.E.M.U.P SAS 319 658 373 RCS NANTERRE - à compter du 31/12/2011
- Mention du 16/01/2012 Apport partiel d'actif par la société JC DECAUX SA 307 570 747 RCS NANTERRE à la société JCDECAUX MOBILIER URBAIN de sa branche d'activité constituée par tous les moyens opérationnels français du groupe JCDECAUX notamment les moyens techniques d'assemblage d'installation d'exploitation et de commercialisation des espaces publicitaires.
- Mention n° 49708 du 10/09/2020 Fusion-absorption de la société MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE sarl unipersonnelle 17 rue Soyer 92200 Neuilly sur seine (rcs Nanterre 538 132 861) à compter du : 01 Aout 2020
- Mention n° 65230 du 12/07/2023 Fusion absorption à compter du 01/07/2023 des 5 sociétés suivantes : PUBLI-CITES EXPANSION, SASU, sis 2 Chemin de Sartoux 06370 MOUANS-SARTOUX (528 918 873 RCS de Cannes) ; PISONI PUBLICITE, SASU, sis 2 Chemin de Sartoux 06370 MOUANS-SARTOUX (334 111 598 RCS de Cannes) ; TENDANCE PIXXL, SAS, sis 2 Chemin de Sartoux 06370 MOUANS-SARTOUX (412 537 276 RCS de Cannes) ; EVIDENCE MEDIA OOH, SAS, sis 2 Chemin de Sartoux 06370 MOUANS-SARTOUX (520 769 159 RCS de Cannes) ; et MIDI ESPACE, SASU, sis 2 Chemin de Sartoux 06370 MOUANS-SARTOUX (414 376 251 RCS de Cannes)

Le Greffier



A handwritten signature in black ink, likely belonging to the Greffier (Clerk), written over a horizontal line.

FIN DE L'EXTRAIT

JCDecaux France
Société par actions simplifiée au capital de 8.241.669,67 €
Siège Social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine
622 044 501 RCS Nanterre
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2023**

Le trente juin deux mille vingt-trois,

LA SOUSSIGNEE :

- la société **JCDecaux SE**, société européenne à directoire et conseil de surveillance au capital de 3.245.684,82 euros, dont le siège social est situé à Neuilly-sur-Seine (92200), 17, rue Soyer, identifiée sous le numéro 307 570 747 RCS Nanterre, représentée par M. Jean-Charles Decaux, Directeur Général,
propriétaire de l'intégralité des actions composant le capital social de la Société, (« l'Associé Unique »),

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Société a signé le 12 mai 2023 un projet de fusion (le « **Traité de Fusion** ») avec les sociétés :

- Publi-Cités Expansion, société par actions simplifiée au capital de 11.834.020 euros, dont le siège social est situé à Mouans-Sartoux (06370), 2 Chemin de Sartoux, identifiée sous le numéro 528 918 873 RCS Cannes, (« **Publi-Cités Expansion** ») ;
- Pisoni Publicité, société par actions simplifiée au capital de 160.000 euros, dont le siège social est situé à Mouans-Sartoux (06370), 2 Chemin de Sartoux, identifiée sous le numéro 334 111 598 RCS Cannes (« **Pisoni Publicité** » ou la « **Filiale** ») ;
- Evidence Media Ooh, société par actions simplifiée au capital de 50.000 euros, dont le siège social est situé à Mouans-Sartoux (06370), 2 Chemin de Sartoux, identifiée sous le numéro 520 769 159 RCS Cannes ;
- Tendance Pixxl, société par actions simplifiée au capital de 27.500 euros, dont le siège social est situé à Mouans-Sartoux (06370), 2 Chemin de Sartoux, identifiée sous le numéro 412 537 276 RCS Cannes ;
- Midi Espace, société par actions simplifiée au capital de 162.932 euros, dont le siège social est situé à Mouans-Sartoux (06370), 2 Chemin de Sartoux, identifiée sous le numéro 414 376 251 RCS Cannes.

Evidence Media Ooh, Tendance Pixxl, et Midi Espace étant désignées ci-après ensemble les « **Sous-Filiales** »,

définissant les termes et conditions de l'absorption de la société Publi-Cités Expansion, de la Filiale et des Sous-Filiales par la Société.

Aux termes du Traité de Fusion, la Société, Publi-Cités Expansion, la Filiale et les Sous-Filiales ont, entre autres stipulations, convenu que :

- Publi-Cités Expansion transmettrait à titre de fusion à la Société, avec effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2023, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, soit l'apport d'un actif net estimé sur la base des Comptes Proforma de la Publi-Cités Expansion au 30 juin 2023 (tel que ce terme est défini par le Traité de Fusion) à la Société d'un montant de 26.681.200 euros (la « **Fusion Simplifiée** ») ;
- La Filiale transmettrait à titre de fusion à la Société, avec effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2023, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, soit l'apport d'un actif net estimé sur la base des Comptes Proforma de la Filiale au 30 juin 2023 (tel que ce terme est défini par le Traité de Fusion) à la Société d'un montant de 3.700.100 euros (la « **Fusion de la Filiale** ») ;
- Evidence Media Ooh transmettrait à titre de fusion à la Société, avec effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2023, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, soit l'apport d'un actif net estimé sur la base des Comptes Proforma de la société Evidence Media Ooh au 30 juin 2023 (tel que ce terme est défini par le Traité de Fusion) à la Société d'un montant de 53.800 euros ;
- Tendance Pixxl transmettrait à titre de fusion à la Société, avec effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2023, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, soit l'apport d'un actif net estimé sur la base des Comptes Proforma de Tendance Pixxl au 30 juin 2023 (tel que ce terme est défini par le Traité de Fusion) à la Société d'un montant de 703.700 euros ;
- Midi Espace transmettrait à titre de fusion à la Société, avec effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2023, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, soit l'apport d'un actif net estimé sur la base des Comptes Proforma de Midi Espace au 30 juin 2023 (tel que ce terme est défini par le Traité de Fusion) à la Société d'un montant de 242.100 euros ;

Les trois dernières opérations étant désignées ensemble (les « **Fusions des Sous-Filiales** »).

- Conformément aux termes du Traité de Fusion, la Fusion Simplifiée, la Fusion de la Filiale et les Fusions des Sous-Filiales auront un effet juridique, comptable et fiscal fixé au 1^{er} juillet 2023 (la « **Date de Réalisation** »), sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à la douzième partie du Traité de Fusion.

Conformément à l'article R. 236-2 du Code de commerce, les avis relatifs aux projets de Fusion Simplifiée, de Fusion de la Filiale et de Fusions des Sous-Filiales ont été publiés au BODACC en date des 18, 19, 20 et 21 mai 2023, au nom de la Société et de chacune des sociétés absorbées, étant par ailleurs précisé que le Traité de Fusion a fait l'objet d'un dépôt aux greffes des Tribunaux de commerce de Nanterre et de Cannes en dates respectivement des 12 et 15 mai 2023.

Aucune opposition de créanciers n'a été signifiée ni à la Société, ni à la société Publi-Cités Expansion, ni à la Filiale, ni aux Sous-Filiales au titre de la Fusion Simplifiée, de la Fusion de la Filiale et de la Fusion des Sous-Filiales à l'issue du délai d'opposition des créanciers.

Etant précisé que les cabinets KPMG S.A et ERNST & YOUNG et Autres, commissaires aux comptes de la Société, ont été dûment informés des présentes décisions.

CONNAISSANCE PRISE DES DOCUMENTS SUIVANTS :

- les statuts de la Société,
- les comptes annuels approuvés ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices de la Société, de la société Publi-Cités Expansion, de la Filiale et des Sous-Filiales,
- le rapport du commissaire aux apports en date du 30 mai 2023 désigné par décisions de l'associé unique de la Société et de la Filiale et des Sous-Filiales en date du 11 avril 2023, et le récépissé de dépôt dudit rapport délivré par le greffe du Tribunal de commerce de Nanterre le 1^{er} juin 2023,
- le Traité de Fusion,
- les récépissés de dépôt du Traité de Fusion délivrés au nom de la Société, de la société Publi-Cités Expansion, de la Filiale et des Sous-Filiales par les greffes des Tribunaux de commerce de Nanterre et de Cannes les 12 et 15 mai 2023,
- les avis de parution au BODACC du projet de fusion de la Société en date des 18, 19, 20 et 21 mai 2023,
- la copie de l'acte sous seing privé constatant les décisions de l'associé unique de la Filiale approuvant notamment la fusion-absorption de la Filiale par la Société en date de ce jour, et la copie des actes sous seing privé constatant les décisions de l'associé unique de chacune des Sous-Filiales approuvant notamment la fusion-absorption de chacune des Sous-Filiales concernée par la Société en date de ce jour,

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A L'ORDRE DU JOUR CI-APRES :

- approbation de la Fusion Simplifiée et constatation de la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée avec effet le 1^{er} juillet 2023 à 00h00 ; pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée ;
- approbation de la Fusion de la Filiale et constatation de la réalisation définitive de la Fusion de la Filiale prenant effet le 1^{er} juillet 2023, et ce, immédiatement après réalisation de la Fusion Simplifiée ; pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée ;
- approbation des Fusions des Sous-Filiales et constatation de la réalisation définitive des Fusions des Sous-Filiales prenant effet le 1^{er} juillet 2023 et ce, immédiatement après réalisation de la Fusion Simplifiée et après réalisation de la Fusion de la Filiale ; pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation définitive des Fusions des Sous-Filiales ;
- pouvoirs en vue des formalités légales.

PREMIERE DECISION

(Approbation de la Fusion Simplifiée et constatation de la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée avec effet le 1^{er} juillet 2023 à 00h00 ; pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du Traité de Fusion et de ses annexes en date du 12 mai 2023, aux termes duquel il est prévu la transmission par Publi-Cités Expansion de la totalité de son patrimoine au profit de la Société à titre de fusion :

- approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le Traité de Fusion, aux termes duquel Publi-Cités Expansion transmettra à titre de fusion avec effet au 1^{er} juillet 2023, à la Société, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, tels qu'estimés au 30 juin 2023 sur la base des Comptes Proforma (tel que ce terme est défini au Traité de Fusion), pour une valeur globale d'actif estimée à 28.125.000 euros et pour un montant de passif estimé à 1.443.800 euros, soit un montant d'actif net transmis estimé à 26.681.200 euros,
- confirme, en tant que de besoin, que la date d'effet juridique, fiscal et comptable de la Fusion Simplifiée est fixée au 1^{er} juillet 2023, conformément aux stipulations du Traité de Fusion,
- prend acte que les conditions de réalisation de la Fusion Simplifiée, telles que visées par la douzième partie du Traité de Fusion, sont désormais définitivement remplies,
- constate en conséquence que la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée interviendra le 1^{er} juillet 2023 à 0h00 (première heure), conformément aux stipulations du Traité de Fusion,
- constate en conséquence que la société Publi-Cités Expansion se trouvera définitivement dissoute, sans qu'il ne soit procédé à aucune opération de liquidation, le 1^{er} juillet 2023 à 0h00,
- constate que la Fusion Simplifiée n'entraîne aucune augmentation de capital de la Société dans la mesure où la Société détient 100 % du capital et des droits de vote de la société Publi-Cités Expansion; la différence entre (i) le montant de l'actif net transmis par la société Publi-Cités Expansion, estimé à la somme de 26.681.200 euros sur la base des Comptes Proforma de ladite société, et (ii) la valeur des actions de la société Publi-Cités Expansion dans les livres de la Société, soit 25.360.291 euros, représentant un écart positif d'un montant estimé de 1.320.909 euros sur la base des Comptes Proforma, constituera un boni de fusion.
- prend acte que le montant définitif du boni de fusion dépendra du montant net définitif des actifs et passifs transmis à titre de fusion par la société Publi-Cités Expansion à la Date de Réalisation,
- donne tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de poursuivre la réalisation définitive de cette opération de fusion par lui ou par un mandataire par lui désigné et en conséquence :
 - o de réitérer, si besoin est, et sous toutes formes, la Fusion Simplifiée, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission des éléments apportés à la Société,
 - o de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations auprès des administrations fiscales ainsi que toutes significations et notifications à quiconque,
 - o aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

DEUXIEME DECISION

(Approbation de la Fusion de la Filiale et constatation de la réalisation définitive de la Fusion de la Filiale prenant effet le 1^{er} juillet 2023, et ce, immédiatement après réalisation de la Fusion Simplifiée ; pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation définitive de la Fusion Simplifiée)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du Traité de Fusion et de ses annexes en date du 12 mai 2023, aux termes duquel il est prévu la transmission par la Filiale de la totalité de son patrimoine au profit de la Société à titre de fusion, ainsi que du rapport du commissaire aux apports en date du 30 mai 2023,

- approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le Traité de Fusion, aux termes duquel la Filiale transmettra à titre de fusion avec effet au 1^{er} juillet 2023, à la Société, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, tels qu'estimés au 30 juin 2023 sur la base des Comptes Proforma (tel que ce terme est défini au Traité de Fusion), pour une valeur globale d'actif estimée à 9.464.400 euros et pour un montant de passif estimé à 5.764.300 euros, soit un montant d'actif net transmis estimé à 3.700.100 euros,
- confirme, en tant que de besoin, que la date d'effet juridique, fiscal et comptable de la Fusion de la Filiale est fixée au 1^{er} juillet 2023, conformément aux stipulations du Traité de Fusion,
- prend acte que les conditions de réalisation de la Fusion de la Filiale, telles que visées par la douzième partie du Traité de Fusion, sont désormais définitivement remplies,
- constate en conséquence que la réalisation définitive de la Fusion de la Filiale interviendra le 1^{er} juillet 2023, immédiatement après la Fusion Simplifiée,
- constate en conséquence que la Filiale se trouvera définitivement dissoute le 1^{er} juillet 2023, immédiatement après la Fusion Simplifiée, sans qu'il ne soit procédé à aucune opération de liquidation,
- constate que la Fusion de la Filiale n'entraîne aucune augmentation de capital de la Société dans la mesure où la Société détiendra 100 % du capital et des droits de vote de la Société à la suite de la réalisation de la Fusion Simplifiée ; la différence entre (i) le montant de l'actif net transmis par la Filiale, estimé à la somme de 3.700.100 euros sur la base des Comptes Proforma de ladite société, et (ii) la valeur des actions de la Filiale dans les livres de la Société à la suite de l'absorption de la société Publi-Cités Expansion, soit 32.000.000 euros (diminué du montant de la dépréciation à constater chez la Société, soit 4.000.000 euros), représentant un écart négatif d'un montant estimé de 24.299.900 euros sur la base des Comptes Proforma, constituera un mali de fusion.
- prend acte que le montant définitif du mali de fusion dépendra du montant net définitif des actifs et passifs transmis à titre de fusion par la Filiale à la Date de Réalisation,
- donne tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de poursuivre la réalisation définitive de la Fusion de la Filiale par lui ou par un mandataire par lui désigné et en conséquence :
 - de réitérer, si besoin est, et sous toutes formes, la Fusion de la Filiale, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission des éléments apportés à la Société,
 - de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations auprès des administrations fiscales ainsi que toutes significations et notifications à quiconque,
 - aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

TROISIEME DECISION

(Approbation des Fusions des Sous-Filiales et constatation de la réalisation définitive des Fusions des Sous-Filiales prenant effet le 1^{er} juillet 2023 et ce, immédiatement après réalisation de la Fusion Simplifiée et après réalisation de la Fusion de la Filiale ; pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation définitive des Fusions des Sous-Filiales)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du Traité de Fusion et de ses annexes en date du 12 mai 2023, aux termes duquel est prévue la transmission par les Sous-Filiales de la totalité de leur patrimoine au profit de la Société à titre de fusions, ainsi que du rapport du commissaire aux apports en date du 30 mai 2023,

- approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le Traité de Fusion, aux termes duquel :
 - o Evidence Media Ooh transmettra à titre de fusion avec effet au 1^{er} juillet 2023, à la Société, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, tels qu'estimés au 30 juin 2023 sur la base des Comptes Proforma (tel que ce terme est défini au Traité de Fusion), pour une valeur globale d'actif estimée à 54.000 euros et pour un montant de passif estimé à 200 euros, soit un montant d'actif net transmis estimé à 53.800 euros ;
 - o Tendance Pixxl transmettra à titre de fusion avec effet au 1^{er} juillet 2023, à la Société, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, tels qu'estimés au 30 juin 2023 sur la base des Comptes Proforma (tel que ce terme est défini au Traité de Fusion), pour une valeur globale d'actif estimée à 1.017.000 euros et pour un montant de passif estimé à 313.300 euros, soit un montant d'actif net transmis estimé à 703.700 euros ;
 - o Midi Espace transmettra à titre de fusion avec effet au 1^{er} juillet 2023, à la Société, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine social, tels qu'estimés au 30 juin 2023 sur la base des Comptes Proforma (tel que ce terme est défini au Traité de Fusion), pour une valeur globale d'actif estimée à 349.400 euros et pour un montant de passif estimé à 107.300 euros, soit un montant d'actif net transmis estimé à 242.100 euros ;
- confirme, en tant que de besoin, que la date d'effet juridique, fiscal et comptable des Fusions des Sous-Filiales est fixée au 1^{er} juillet 2023, conformément aux stipulations du Traité de Fusion,
- prend acte que les conditions de réalisation des Fusions des Sous-Filiales, telles que visées par la douzième partie du Traité de Fusion, sont désormais définitivement remplies,
- constate en conséquence que la réalisation définitive des Fusions des Sous-Filiales interviendra le 1^{er} juillet 2023, immédiatement après la Fusion Simplifiée et la Fusion de la Filiale,
- constate en conséquence que les sociétés Evidence Media Ooh, Tendance Pixxl, et Midi Espace se trouveront définitivement dissoutes le 1^{er} juillet 2023, immédiatement après la Fusion Simplifiée, et la Fusion de la Filiale, sans qu'il ne soit procédé à aucune opération de liquidation,
- constate que les Fusions des Sous-Filiales n'entraînent aucune augmentation de capital de la Société dans la mesure où la Société détiendra 100 % du capital et des droits de vote des sociétés Evidence Media Ooh, Tendance Pixxl, et Midi Espace à la suite de la réalisation de la Fusion Simplifiée et de la réalisation de la Fusion de la Filiale ; la différence entre :

- le montant de l'actif net transmis par la société Evidence Media Ooh, estimé à la somme de 53.800 euros sur la base des Comptes Proforma de ladite société, et la valeur des actions la société Evidence Media Ooh dans les livres de la Société à la suite de l'absorption de (i) la société Publi-Cités Expansion et de (ii) la société Pisoni Publicité, soit 100.000 euros (diminué du montant de la dépréciation à constater chez la Société, soit 50.000 euros), représentant un écart positif d'un montant estimé de 3.800 euros sur la base des Comptes Proforma, constituera un boni de fusion ;
 - le montant de l'actif net transmis par la société Tendance Pixxl, estimé à la somme de 703.700 euros sur la base des Comptes Proforma de ladite société, et la valeur des actions la société Tendance Pixxl dans les livres de la Société à la suite de l'absorption de (i) la société Publi-Cités Expansion et de (ii) la société Pisoni Publicité, soit 11.745,47 euros, représentant un écart positif d'un montant estimé de 691.954,53 euros sur la base des Comptes Proforma, constituera un boni de fusion ;
 - le montant de l'actif net transmis par la société Midi Espace, estimé à la somme de 242.100 euros sur la base des Comptes Proforma de ladite société, et la valeur des actions la société Midi Espace dans les livres de la Société à la suite de l'absorption (i) la société Publi-Cités Expansion et de (ii) la société Pisoni Publicité, soit 251.998,23 euros, représentant un écart négatif d'un montant estimé de 9.898,23 euros sur la base des Comptes Proforma, constituera un mali de fusion.
- prend acte que les montants définitifs des malis ou bonis de fusion dépendront des montants nets définitif des actifs et passifs transmis à titre de fusion par les Sous-Filiales à la Date de Réalisation,
 - donne tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des Fusions des Sous-Filiales par lui ou par un mandataire par lui désigné et en conséquence :
 - de réitérer, si besoin est, et sous toutes formes, les Fusions des Sous-Filiales, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission des éléments apportés à la Société,
 - de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations auprès des administrations fiscales ainsi que toutes significations et notifications à quiconque,
 - aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

QUATRIEME DECISION (Pouvoirs en vue des formalités légales)

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités de publicité et de dépôt consécutives aux décisions qui précèdent.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

* * *

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après la lecture, a été signé par l'Associé Unique.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'JC Decaux', written over a horizontal line.

L'Associé Unique

JCDecaux SE

Représenté par Monsieur Jean-Charles Decaux



RSA France

(Nom commercial de la succursale France RSA Luxembourg S.A.)

Immeuble Pacific, 11-13 Cours Valmy

92977 PARIS LA DEFENSE

Téléphone : +33 (0)1 58 71 40 35

Fax : +33 (0)1 58 71 41 35

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés, RSA Luxembourg SA, Immeuble Pacific, 11/13 cours Valmy 92977 Paris La Défense, certifions que :

JCDECAUX France, 17 rue Soyier 92523 Neuilly sur Seine

bénéficie du contrat n° **62128**, souscrit par JCDecaux SE, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent en raison des dommages causés aux tiers, tant pendant que après l'exécution des travaux et/ou la livraison des produits, du fait des activités garanties au titre de ce contrat.

MONTANT DES GARANTIES

RC Exploitation/ RC Travaux

Tous dommages confondus	50.000.000 € / Sin
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non y compris Biens Confiés et Pollution soudaine et accidentelle	
<i>Dont</i>	
- Dommages immatériels non consécutifs	10.000.000 € / Sin / An
- Faute Inexcusable de l'Employeur/Employers Liability	15.000 000 € / Sin / An
<i>Dont Employers Liability aux USA / Canada</i>	5.000.000 € / Sin / An
- Auto Liability	18 000 000 € / Sin / An
<i>Dont Auto Liability aux USA</i>	5.000.000 € / Sin / An
- Pollution Accidentelle y compris Pollution en Named Perils aux USA	10.000.000 € / Sin / An

RC Après Livraison/Après Travaux/RC Professionnelle

Tous dommages confondus	50.000.000 € / Sin / An
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non	
<i>Dont :</i>	
- Dommages immatériels non consécutifs	10.000.000 € / Sin / An
<i>Dont :</i>	
- DINC aux USA/Canada	1.500.000 € / Sin / An
- RC professionnelle	5.000.000 € / Sin / An
- Frais de Dépose Repose et/ ou Frais de retrait engagés par l'Assuré	2.500.000 € / Sin / An
<i>Dont :</i>	
- Frais de retrait Tiers aux USA	1.500.000 € / Sin / An

Cette attestation est valable pour la période d'assurance du **1^{er} juillet 2023 0h00** au **30 juin 2024 23h59** sous réserve du paiement des primes et des possibilités de suspension de la police, dans les cas prévus par le Code des Assurances ou par le contrat.

Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers ne peut être souscrite conformément à la Législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit, et ne peut en aucun cas engager la compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris la Défense, le 22 juin 2023

RSA Luxembourg S.A.

Entreprise régie par le Code des Assurances

Immeuble Pacific - 11-13 Cours Valmy

92977 Paris La Défense

Tel : +33 (0)1 58 71 40 35

843 452 061 RCS Nanterre

CODE DE SÉCURITÉ

SK45N35IL1KMAC5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

SAS JC DECAUX FRANCE
17 RUE SOYER
92200 NEUILLY SUR SEINE

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif moyen mensuel de 2513 salariés,

L'effectif moyen mensuel calculé par l'Urssaf à partir des données issues de votre DSN

- pour une masse salariale de 8691859 euros,

- au titre du mois de avril 2023,

- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

NUMÉRO SIREN

SAS JC DECAUX FRANCE
17 RUE SOYER
92200 NEUILLY SUR SEINE

622044501

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 30/04/2023.

Fait à : MONTREUIL
le : 01/06/2023

Le Directeur
ou son délégataire

* Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.

** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.

Didier MALRIC

URSSAF ILE DE FRANCE - TGE
93518 MONTREUIL CEDEX

A MONTREUIL, le 01/06/2023

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 622044501

Page 1/2

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

SK45N35IL1KMAC5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

SAS JC DECAUX FRANCE
DIRECTION RESSOURCES HUMAINES
SAINTÉ APOLLINE
78378 PLAISIR CEDEX

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur



Didier MALRIC